

Erasmus revus à la baisse en Turquie

UNIVERSITÉS L'UCL et Saint-Louis n'y enverront pas leurs étudiants en septembre

- La purge d'Erdogan inquiète nos universités.
- L'UCL et Saint-Louis annulent leurs Erasmus, tandis que l'ULg et l'ULB les maintiennent.
- En Flandre, quatre universités annulent ou déconseillent les Erasmus en Turquie.

Deux universités francophones ont décidé d'interrompre leurs programmes Erasmus en Turquie. Si l'on ajoute les quatre universités flamandes qui ont pris la même décision, on obtient plus de la moitié des universités belges (six sur onze) qui ont choisi de ne pas envoyer leurs élèves – et parfois leur personnel académique – en Turquie.

L'université de Gand est la première à avoir pris cette décision, juste après l'attentat-suicide du 28 juin à l'aéroport d'Istanbul. C'est alors le risque terroriste qui a motivé le choix de l'UGent. Dix-neuf de ses étudiants étaient concernés : ils ne partiront pas en Erasmus en Turquie.

Un petit mois plus tard, l'université d'Hasselt, la KULeuven et la VUB ont suivi la décision de l'UGent, mais cette fois suite à la purge menée par Recep Tayyip Erdogan dans le milieu académique, après la tentative de coup d'Etat organisée dans la nuit du 16 au 17 juillet. « Ce ne sont pas des circonstances dans lesquelles nous pouvons assurer la sécurité de nos étudiants et de notre personnel. Nous arrêtons donc nos coopérations avec la Turquie jusqu'à ce que la situation soit sous contrôle », indiquait la semaine dernière au *Standaard* Luc De Schepper, le recteur de l'Université d'Hasselt.

Si ces quatre universités fla-

mandes sont sur la même longueur d'ondes, ce n'est pas la même chose pour leurs homologues francophones. Premièrement, l'Université de Namur n'est pas concernée par la problématique parce qu'elle n'organise pas d'Erasmus en Turquie. Ensuite, l'UCL et l'Université Saint-Louis Bruxelles ont, cette semaine, choisi d'annuler leurs Erasmus en Turquie, tandis que l'ULg et l'ULB ont préféré les maintenir.

Pour l'UCL, le problème est le manque de sécurité en Turquie suite à la tentative de coup d'Etat et à l'Etat d'urgence instauré depuis dans le pays. « D'où la suspension des Erasmus », explique Marc Lits, prorecteur de l'UCL. Saint-Louis se montre un poil plus flexible : « A priori, on annule et on cherche des solutions de remplacement, indique Pierre Jadoul, le recteur. Mais si un étudiant insiste pour partir, on ne le lui interdira pas. Nous avons aussi des étudiants en traduction et en interprétariat qui étudient le turc et qui ont donc besoin d'aller en Turquie. On regarde comment les aider. »

En tout, une dizaine d'étudiants de Saint-Louis devaient partir en Turquie l'année prochaine, et tout autant à l'UCL. La suspension ne concerne, pour le moment, que le premier quadrimestre.

Si l'ULB et l'ULg n'ont pas fait le même choix, c'est parce que ces deux universités se calquent, pour ce type de décisions, sur les recommandations du ministère des Affaires étrangères. Or, jusqu'à présent, il n'est pas déconseillé aux Belges de se rendre en Turquie (si ce n'est dans certaines provinces à l'est du pays, mais les universités partenaires de l'ULg

et de l'ULB se trouvent à Ankara ou à Istanbul). « L'année dernière, les Affaires étrangères avaient fortement déconseillé la

Tunisie, par exemple. Nous avions alors suspendu notre mobilité étudiante vers ce pays, explique Serge Jaumain, vice-recteur aux Relations internationales de l'ULB. Mais aujourd'hui, ce n'est pas le cas pour la Turquie. Nous avons tout de même écrit à nos étudiants qui vont partir là-bas. Ils peuvent changer de destination s'ils le

souhaitaient. Mais on n'interdit pas formellement les départs. »

Aux yeux de l'ULB, le choix de l'UCL et de Saint-Louis (motivé par la purge dans les universités turques, plus que par le risque d'attentat) est « radical », souligne Didier Viviers, le recteur de l'ULB, qui ajoute que son université est « totalement opposée au boycott académique ». Serge Jaumain (ULB) : « Une mesure comme celle prise par l'UCL et Saint-Louis rompt immédiatement les collaborations avec les universités. Mais celles-ci ne sont pas responsables des purges... Selon nous, ce genre de mesure est

problématique. Nous faisons bien la différence entre les actes posés par le pouvoir central et ceux par les universités. Si les universités s'alignent sur les décisions du pouvoir, c'est autre chose... Mais pour le moment, on trouve plus intelligent de réfléchir à comment aider nos collègues turcs, plutôt que ne pas leur envoyer nos étudiants. C'est maintenant qu'ils doivent être soutenus. »

Ce à quoi l'UCL rétorque qu'il n'est pas question pour elle de suspendre toutes ses collaborations avec ses collègues turcs, mais de préserver ses étudiants d'un éventuel risque. « On ne coupe pas les ponts », insiste Marc Lits, en référence aux projets de recherche partagés par l'UCL et des universités partenaires en Turquie, et qui vont normalement reprendre à la rentrée. « Normalement » parce que, étant en vacances, les profes-

seurs belges n'ont pas forcément de nouvelles de leurs collègues turcs et ne savent pas s'ils ont été impactés par la purge d'Erdogan. « On attend des nouvelles, indique l'ULB. Si nos collègues turcs ont des difficultés, on leur montrera notre solidarité. Notre volonté n'est pas de ne plus rien avoir à faire avec eux. » ■

CATHERINE JOIE

PURGE

Plus de 100 médias fermés

Le pouvoir islamo-conservateur du président turc Recep Tayyip Erdogan a intensifié mercredi les purges après le putsch raté du 15 juillet. Les autorités ont ordonné la fermeture de 45 journaux, 16 chaînes de télévision, 23 stations de radio, 15 magazines et 29 maisons d'édition a annoncé le Journal officiel.

Aucune liste n'a été fournie, mais plusieurs médias proches de Fetullah Gülen, l'homme accusé par Erdogan d'être derrière le coup d'Etat raté, ont été visés, ainsi que des médias d'opposition ou pro-kurdes.

Mercredi matin, la justice avait déjà annoncé 47 nouveaux mandats d'arrêt visant d'ex-employés du quotidien Zaman en raison de leurs liens supposés avec le réseau de Fethullah Gülen. Parmi eux figurent des rédacteurs en chef et des éditorialistes de renom. Les purges se sont également accélérées dans l'armée. Cent quarante-neuf généraux et amiraux ont ainsi été exclus de l'armée pour cause d'indignité, a annoncé mercredi soir un responsable turc. (afp)